

**A diffuser à
tous les ITPE**

la lettre
DU SECRETAIRE GENERAL

Numéro 215

Paris, le 12 juillet 2004

ET SI... ? Mais Oui !

**Mais oui, le gouvernement vient de montrer qu'il n'aurait plus besoin d'Ingénieurs demain !
Mais oui, l'Etat ne tient pas ses engagements !**

**Le Premier ministre vient de le signifier à tous les ITPE et au ministre de l'Equipement en refusant
d'arbitrer en faveur de la réforme statutaire du corps des ITPE.**

Cher(e) camarade,

Le CTPM du 12 juillet 2004 vient de se tenir. Le SNITPECT et la FEETS-FO n'y sont pas restés. Juste le temps de s'entendre avouer par la DPSM que la réunion interministérielle d'arbitrage relative à la réforme statutaire du corps s'est enfin tenue à Matignon et que **le Premier ministre refuse de valider la réforme**. Le projet de décret présenté n'a donc à ce jour aucune valeur.

C'est une insulte pour tous les ITPE en leur refusant la reconnaissance au niveau juste et légitime de leurs compétences collectives et individuelles, des potentiels et responsabilités développés par tous.

C'est une injure à tous les ITPE, mobilisés depuis deux ans et qui ont fait la preuve indéniable de la force de leur détermination et de leurs attentes le 29 juin 2004.

C'est la démonstration que le ministère de l'Equipement, et plus largement l'Etat, ne tiennent pas aujourd'hui leurs engagements.

C'est la démonstration d'une dramatique réalité : l'Etat scelle la fin de l'ingénierie publique, marque son mépris vis à vis de ses ingénieurs et affirme son retrait des champs de l'aménagement et du développement durables des territoires.

Quelle crédibilité donner aux propos du ministre tenus le 29 juin 2004 et qui se voulait « rassurant » ?!

Si le ministre se veut personnellement convaincu que le ministère se trouve sur la bonne voie, nous sommes collectivement inquiets du contraire. Il s'agit effectivement « d'un projet d'ensemble, sans aucune exception » : le Premier ministre vient de discréditer l'Equipement, son « projet de l'*Equipement Demain* », et vient de démontrer qu'il s'agit plutôt d'un tournant vers un « *Equipement sans Lendemain* ».

Quelle crédibilité donner aux autres engagements (ENTPE, gestion, PLF 2005, pyramidage, promotion et recrutements 2005) pris envers tous les ITPE le 29 juin 2004 par un ministre dans l'incapacité de faire aboutir ses propres réformes ?!

Le bilan depuis 15 jours est donc édifiant : insultes, mépris, trahisons, incapacité d'aboutir favorablement, dialogue social plus que jamais en panne : expérimentation sur la gestion et la répartition régionale du régime indemnitaire, ISS et intérim, organisée sans concertation / arrêté modifiant les conditions de recrutements par concours sur titre dans le corps des ITPE sorti au JO le 2 juillet 2004 sans aucune concertation préalable / malgré les engagements pris, la réforme du Statut de l'ENTPE n'a pas été abordée lors du Conseil de Perfectionnement du 8 juillet 2004

Face à cet affront sans précédent envers tous les ITPE, une **Assemblée Générale exceptionnelle des Secrétaires de Section est organisée le jeudi 26 août 2004** à Paris.

Elle définira la suite des actions à organiser et les cibles à viser en réponse, pour l'aboutissement de toutes nos revendications concernant le corps des ITPE et en faveur du service public de l'aménagement et du développement durables des territoires.

Chaque ITPE doit s'interroger sur cette situation, sur son avenir, sur les suites et les réactions collectives à y donner et à mettre en œuvre. En prévision du 26 août, des AG locales exceptionnelles invitant tous les ITPE du département ou de la section doivent permettre les nécessaires échanges et la remontée de l'expression de tous les ITPE.

C'est parce que les Ingénieurs des TPE sont capables de la même efficacité dans leurs actions revendicatives que celle dont ils témoignent au quotidien dans leurs fonctions que nous pouvons, tous ensemble, réparer cet outrage au groupe des ITPE en gagnant toutes nos revendications, pour l'avenir de tous et de chacun, pour l'avenir du service public auquel nous sommes attachés.

Bien cordialement,

Pascal Pavageau
Secrétaire Général